

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

NATIONAL INSTITUTE OF
STATISTICS

Les Comptes Nationaux de 2015

- *Environnement économique international* 1
- *Situation économique nationale en 2015* 2
 - *Offre portée par le secteur tertiaire* 2
 - *Consolidation de la demande* 3
- *Perspectives pour 2016* 4
- *Annexes* 5

Août 2016

En 2015, le taux de croissance économique s'établit à 5,8% contre 5,9% enregistré en 2014. L'économie nationale fait ainsi preuve de résilience car elle doit gérer en même temps le choc économique externe lié à une conjoncture internationale difficile caractérisée par une baisse des cours du pétrole et affronter une insécurité transfrontalière du côté de la région de l'Est en raison de la situation sociopolitique en RCA et dans certaines localités de la région de l'Extrême-Nord imputable à la nébuleuse secte terroriste Boko Haram. Sur la période 2013-2015, le taux de croissance moyen annuel se situe à 5,7%, en retrait de moins d'un demi-point de l'objectif de 6,1% projeté dans le Document de Stratégie pour la croissance et l'Emploi (DSCÉ).

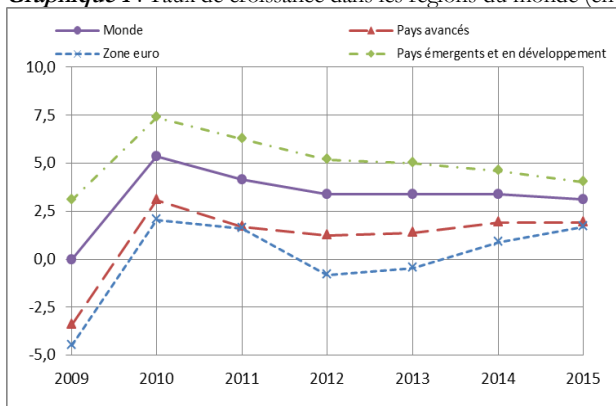
Comme en 2014, la croissance est principalement tirée par la demande intérieure, résultant de la consolidation des dépenses de consommation finale en hausse de 5,8%. En revanche, l'investissement accuse une décélération et se situe à 5,9% après 12,9% en 2014, en raison principalement du retard dans la mise en œuvre de certains projets du programme triennal d'urgence. Du côté de l'offre, la croissance est portée par le secteur tertiaire qui évolue de 4,5% et contribue à hauteur de 2,3 points à la croissance nationale en 2015. Les secteurs secondaire et primaire contribuent respectivement de 2,1 et 1,1 point.

■ ■ Environnement économique international

...Une croissance mondiale en légère baisse

D'après le FMI¹, la croissance de l'économie mondiale se situe à 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014. Ce ralentissement de l'activité économique globale est principalement lié aux contreperformances enregistrées dans les pays émergents et en développement, notamment la Russie et le Brésil, qui affichent respectivement des baisses de 3,7% et 3,8% en 2015, et dans une certaine mesure la Chine, dont la croissance est passée de 7,3% en 2014 à 6,9% en 2015.

Graphique 1 : Taux de croissance dans les régions du monde (en%)



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2016.

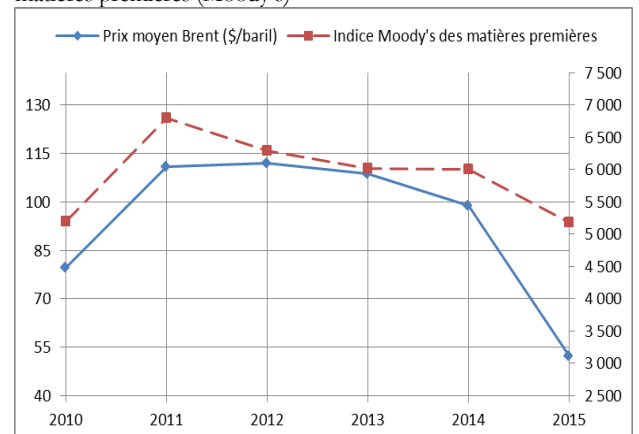
Les pays avancés affichent une croissance morose en 2015 (1,9% après 1,9%). Cette stabilité masque des disparités entre les pays. L'activité est plus dynamique dans la Zone Euro en 2015 (1,7% après 0,9%). Au Japon, l'activité rebondit modérément (0,5% après 0,0%). Aux Etats-Unis, la croissance reste stable (2,4% après 2,4%).

En revanche, on observe un relâchement de l'activité économique au Royaume-Uni (2,2% après 3,1%) et au Canada (1,1% après 2,5%).

L'Afrique subsaharienne accuse un net ralentissement de sa croissance en 2015 et se situe à 3,5% contre 5,1% en 2014 et 5,2% en 2013.

La croissance au sein de la CEMAC est aussi morose. En effet, l'activité économique des pays de la CEMAC perd 2,9 points de croissance en 2015 pour se situer à 2,0% contre 4,9% en 2014. La baisse de croissance du PIB réel de la CEMAC est liée à la chute des prix des matières premières, notamment le pétrole brut.

Graphique 2 : Evolution du prix du pétrole brut et de l'indice des matières premières (Moody's)



Source : CNUCED (cours du pétrole) et INSEE (Indice Moody's).

En ce qui concerne l'inflation, il convient de relever qu'elle restée à son niveau de 2014 (4,7%) au sein des pays émergents et pays développement. Les pays avancés enregistrent un recul significatif se situant à 0,3% contre 1,4% en 2014, en raison de la baisse des prix des produits de base.

¹ Perspectives de l'économie mondiale, Avril 2016.

■ ■ Situation économique nationale en 2015

...Léger recul de la croissance en 2015

Avec un taux de croissance de 5,8% en 2015 contre 5,9% en 2014, la croissance économique nationale recule de 0,1 point. L'économie nationale a ainsi, grâce à sa diversité, fait preuve de résistance, malgré une conjoncture internationale difficile, caractérisée par un ralentissement de la croissance mondiale et une chute drastique des prix du pétrole.

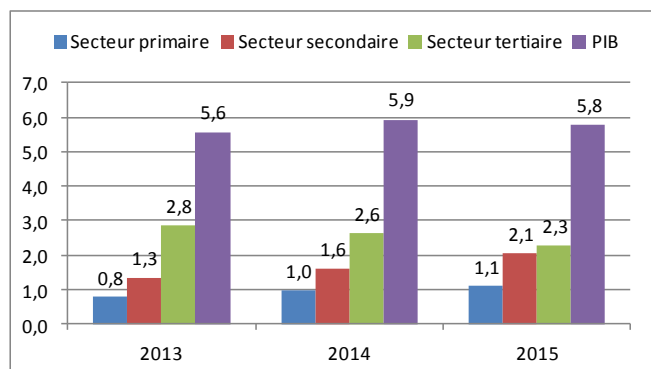
La croissance hors pétrole est également en recul. Elle perd 0,7 point et se situe à 4,9% en 2015 contre 5,6% en 2014.

En somme, sur la période 2013-2015, le pays enregistre un taux de croissance moyen de 5,7% par an, en dessous de l'objectif d'une croissance moyenne de 6,1% projetée dans le DSCE sur la même période.

• Offre portée par le secteur tertiaire

L'évolution de l'activité économique est portée, en 2015, par le secteur tertiaire qui contribue de 2,3 points à la croissance nationale contre 2,1 points pour le secondaire et 1,1 point pour le primaire. Néanmoins, il faut souligner le dynamisme des secteurs primaire et secondaire dont les contributions à la croissance progressent sensiblement depuis 2012.

Graphique 3 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance du PIB réel (en points de croissance)



...Consolidation de la croissance dans le secteur primaire

L'évolution de l'activité dans le secteur primaire est estimée à 5,3% en 2015 contre 4,7% en 2014. Cette progression contribue pour 1,1 point à la croissance du PIB. La performance du secteur primaire est liée aux branches « Agriculture des produits vivriers », « Agriculture industrielle et d'exportation » et « Sylviculture et exploitation forestière » qui présentent respectivement des évolutions de 4,6%, 9,3% et 8,2% en 2015.

L'embellie des activités dans la branche « Agriculture industrielle et d'exportation » s'explique par une hausse de la production de cacao qui passe de 209 905 tonnes en 2014 à 232 000 tonnes en 2015, soit une hausse 25%². Un autre facteur, non moins négligeable, est la bonne tenue des cours mondiaux aussi bien du cacao que du café, ce qui a constitué un élément motivant pour les acteurs de la filière.

La bonne tenue de l'activité forestière est relative au renforcement de la gouvernance forestière, l'accentuation de la lutte contre l'exploitation illégale du bois et la hausse de la demande mondiale.

...la croissance du secteur secondaire s'accélère

En 2015, la croissance du secteur secondaire s'accélère avec un taux de croissance qui s'établit à 8,6% contre 6,8% en 2014. Ce secteur contribue à la croissance du PIB en 2015 de 2,1 points contre 1,6 point en 2014.

L'évolution du secteur secondaire est portée par la branche « Industries Extractives » qui contribue de 4,4 points à la croissance du secteur et de 1,1 point à la croissance du PIB. Les autres industries manufacturières contribuent pour 1,8 point, les BTP pour 1,4 point, l'agroalimentaire de 0,7 point et la branche « Electricité, Eau et Gaz » pour de 0,2 point à croissance du secteur.

La croissance est plus forte dans la branche des « Industries Extractives ». Elle s'établit à 27,1% contre respectivement 13,7% en 2014 et 8,7% en 2013. Cette évolution est liée à l'entrée en production des nouveaux puits pétroliers. La branche « Bâtiments et Travaux Publics » enregistre une croissance de 10,4% contre 10,8% en 2014. La croissance dans la branche

² Source : Office National du Cacao et Café (ONCC)

« électricité, gaz et eau » baisse et se situe à 5,0% contre 10,6% en 2014.

... ralentissement de l'activité dans le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire progresse de 4,9% en 2015 contre 5,6% en 2014, soit un repli de 0,7 point de croissance.

Cette contreperformance est essentiellement imputable à l'activité dans les branches des « Banques et organismes financiers » et « Transports, entrepôts, communications » dont les évolutions sont respectivement de 7,7% et 6,5% en 2015 contre 13,7% et 3,4% en 2014. La branche « Commerce, restaurants et hôtels » augmentent de 4,8%, les « Autres services marchands » de 4,9%, la branche des « services non marchands des Administrations publiques » de 7,3%.

En terme de contribution à la croissance économique, la branche « Commerce et réparation » reste la plus contributive avec 0,9 point, suivie des « Autres services marchands » (0,4 point) et des « Transports, entrepôts, communications » (0,2 point).

... des importations toujours en hausse mais en perte de vitesse

En 2015, les importations ont cru de 6,8% après 14,4% en 2014. Ce recul est plus prononcé sur les importations de biens (7,1% après 16,6% en 2014) que sur les services (5,4% après 6,6% en 2014).

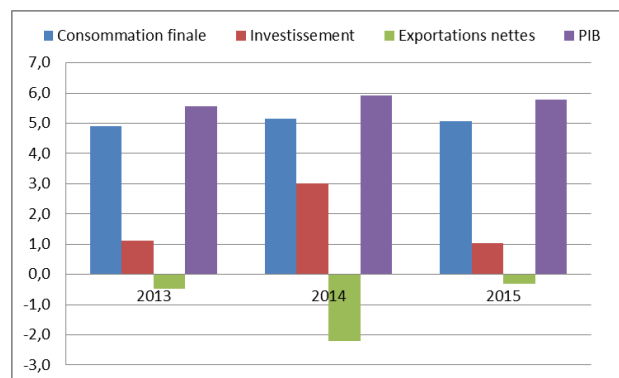
La décélération de la croissance des importations est essentiellement imputable aux hydrocarbures, aux produits céréaliers et aux machines et appareils mécaniques ou électriques dont les quantités importées sont en baisse en 2015.

En raison d'une baisse des prix des matières premières, le déflateur des importations chute de 5,6 points après une hausse de 3 points en 2014.

• Consolidation de la demande

La consommation finale continue de tirer la croissance du côté de la demande. Elle croît de 5,8% en 2015 après 5,9% en 2014 et contribue de 5,1 points à la croissance du PIB en 2015.

Graphique 4 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en points de croissance)



... la consommation finale privée reste soutenue

Les dépenses de consommation finale privée ont augmenté en volume de 5,9% en 2015 après 5,7% en 2014. Elles contribuent de 4,5 points à la croissance du PIB, en légère amélioration de 0,2 point par rapport à 2014.

Cette hausse des dépenses de consommation finale des ménages s'explique par une forte demande des produits courants de forte consommation notamment les produits agricoles et agroalimentaires, les services de restauration et de transport ainsi que les autres services marchands.

... ralentissement de la consommation finale publique

Les dépenses de consommation finale publique croissent à un rythme moins élevé en 2015 (4,8%) qu'en 2014 (7,2%). Leur contribution à la croissance du PIB se dégrade légèrement (0,6% après 0,8% en 2014). Le recrutement spécial à la fonction publique de 25 000 jeunes diplômés décidés par le Chef d'Etat en 2010 et leur prise en solde progressive est arrivé à terme et l'Etat retrouve la progression normale de sa consommation finale d'où le ralentissement du volume de cette consommation qui s'arrime à la soutenabilité et à la qualité de la dépense publique.

... ralentissement de l'investissement privé

Les dépenses d'investissement privé connaissent un ralentissement en 2015 (6,8% après 13,6%) imputable à la baisse des achats de machines et appareils mécaniques et électriques. Sa

contribution à la croissance du PIB chute de près de moitié (1,4 point après 2,7 en 2014).

... fléchissement de l'investissement public

L'investissement public fléchit en 2015 (-1,2%) après le rebond observé en 2014 (+7,5%). Cette évolution est tributaire de celle des dépenses en capital de l'Etat tant sur financements extérieurs que sur ressources internes. Le programme triennal du plan d'urgence qui doit booster le volume des investissements publics a connu un retard au cours de la première année (2015) d'exécution des projets. Nul doute qu'à partir de 2016 l'on devra connaître un retournement de la tendance de l'investissement public.

...des exportations fortes mais en régression

Les exportations de biens et services ont augmenté de 8,9% en 2015 contre 10,0% en 2014.

Ce ralentissement est lié aux exportations des biens qui enregistrent une hausse de 9,5% contre 11,2% en 2014. La hausse des exportations des services est plus forte que celle observée en 2014 (7,3% contre 7% en 2014).

L'évolution du déflateur des exportations a été défavorable avec des baisses de 10,4% pour les biens et 17,5% pour les services. Cette mauvaise conjoncture résulte principalement de la baisse des cours mondiaux des matières premières, principalement les produits pétroliers.

Perspectives pour 2016

D'après le FMI, la reprise de l'économie mondiale s'est consolidée en fin 2015 sur fond d'une maîtrise des tensions financières dans les pays avancés. De ce point de vue, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,2% en 2016 contre 3,1% en 2015.

En Afrique subsaharienne, on envisage un relèvement des prix des matières premières, ce qui pourrait conduire à un gain de 0,6 point de croissance par rapport à 2015.

La performance de l'économie nationale en 2016 dépendra des relations commerciales et financières avec les pays avancés. Elle sera également influencée par des facteurs positifs tels que le regain de la production pétrolière, la construction du deuxième pont sur le Wouri, les aménagements fiscaux consignés dans la loi de finances 2016 et la mise en œuvre progressive des accords de partenariats économiques (APE) avec l'Union Européenne.

Le principal facteur de risque sur la croissance en 2016 demeure la menace d'insécurité dans les régions septentrionales.

Au regard de toutes ces perspectives et des résultats des comptes nationaux du 1^{er} trimestre 2016, le taux de croissance pourrait être en léger repli par rapport à celui de 2015.

Tableau 1: PIB courant, optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1. Production	17 828,4	19 417,5	20599,9	22 046,2	23 647,3	25 159,1
2. Consommation intermédiaire	6 992,8	7 845,0	8115,4	85 48,6	9 081,2	9 717,4
3. Valeur Ajoutée (1-2)	10 835,6	11 572,5	12484,5	13 497,6	14 566,1	15 441,7
4. Impôts sur les produits	864,1	973,2	1030,2	1 109,9	12 80,3	1 364,9
PIB (3+4)	11 699,7	12 545,7	13514,7	14 607,5	15 846,4	16 806,6

Tableau 2: PIB constant 2000, optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1. Production	15 114,6	15 766,7	16 462,6	17 234,6	18277,7	19 358,3
2. Consommation intermédiaire	6 672,0	6 993,0	72 79,4	7 555,5	8 048,7	8 521,8
3. Valeur Ajoutée (1-2)	8 442,6	8 773,7	9 183,2	9 679,1	10 229,0	10 836,6
4. Impôts sur les produits	714,0	762,1	790,2	848,6	923,0	959,3
PIB	9 156,7	9 535,8	9 973,4	10 527,7	11 152,1	11 795,9

Tableau 3: PIB constant 2000, optique production (évolution des volumes en %)

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1. Production	3,7	4,3	4,4	4,7	6,1	5,9
2. Consommation intermédiaire	3,9	4,8	4,1	3,8	6,5	5,9
3. Valeur Ajoutée (1-2)	3,5	3,9	4,7	5,4	5,7	5,9
4. Impôts sur les produits	0,4	6,7	3,7	7,4	8,8	3,9
PIB	3,3	4,1	4,6	5,6	5,9	5,8

Tableau 4 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (en milliards de FCFA)

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Secteur primaire	2 534,9	2 727,8	2 894,1	3 088,9	3 228,4	3 523,5
Agriculture des produits vivriers	1643,5	1817,9	1953,7	2102,0	2202,6	2382,3
Agriculture industrielle et d'exportation	187,5	177,6	165,1	178,7	205,0	243,4
Elevage, chasse	329,1	346,2	373,4	398,4	409,2	445,2
Sylviculture et exploitation forestière	235,7	244,9	253,3	254,9	250,4	282,2
Pêche	139,1	141,2	148,7	155,0	161,2	170,3
Secteur secondaire	3241,7	3422,8	3775,1	4031,8	4379,7	4395,9
Industries extractives	777,5	960,8	1099,5	1090,2	1118,8	913,2
dont extraction d'hydrocarbures	757,1	940,6	1074,5	1060,4	1085,6	875,6
Industries Agro-alimentaires	730,7	787,2	811,2	845,7	906,6	955,4
Autres Industries manufacturières	1025,8	891,8	1034,1	1096,4	1178,5	1208,7
Electricité, gaz et eau	110,06	120	120,559	135	153,979	160
BTP	597,5	662,8	709,7	864,6	1021,8	1158,8
Secteur tertiaire	4045,8	4338,0	4635,2	5091,5	5550,4	5995,8
Commerce, restaurants et hôtels	2107,2	2254,8	2438,7	2690,6	2896,1	3127,0
Transports, entrepôts, communications	757,7	818,7	862,6	964,5	1077,7	1171,8
Banques et organismes financiers	101,0	123,4	130,9	151,6	176,3	195,1
Autres services marchands	1143,8	1209,4	1277,1	1366,2	1490,9	1604,9
SIFIM	-64,0	-68,2	-74,1	-81,4	-90,6	-103,0
TOTAL VA MARCHANDE	9822,3	10488,6	11304,4	12212,2	13158,4	13915,1
BNM [1] des APU	878,6	943,6	1033,0	1131,0	1237,3	1345,4
BNM des ISBL	41,4	43,1	45,2	47,4	52,4	55,6
BNM des services domestiques	93,3	97,1	101,9	107,0	118,1	125,5
TOTAL VA NON MARCHANDE	1013,3	1083,8	1180,2	1285,4	1407,7	1526,6
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	10835,6	11572,5	12484,5	13497,6	14566,1	15441,7
Impôts et taxes nets des Subventions	864,1	973,2	1030,2	1109,9	1280,3	1364,9
PIB	11 699,7	12 545,7	13 514,7	14 607,5	15 846,4	16 806,6

Tableau 5 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (évolutions des volumes en %)

Libellé	2010	2 011	2012	2 013	2014	2 015
Secteur primaire	6,0	3,1	2,7	3,7	4,7	5,3
Agriculture des produits vivriers	3,7	3,8	3,8	3,9	4,2	4,6
Agriculture industrielle et d'exportation	7,8	-1,6	-3,7	6,9	2,9	9,3
Elevage, chasse	2,7	4,1	2,6	4,8	5,7	5,9
Sylviculture et exploitation forestière	32,8	2,1	-0,2	-1,8	9,9	8,2
Pêche	3,4	1,9	1,8	2,8	2,7	2,9
Secteur secondaire	0,5	1,6	4,9	5,7	6,8	8,6
Industries extractives	-11,9	-6,7	3,7	8,7	13,7	26,3
dont extraction d'hydrocarbures	-12,6	-7,3	3,5	8,5	13,9	27,1
Industries Agro-alimentaires	5,7	4,2	5,4	3,7	5,2	3,1
Autres Industries manufacturières	1,1	1,2	4,9	3,6	3,6	4,3
Electricité, gaz et eau	3,9	3,6	-0,1	8,7	10,6	5,0
BTP	9,1	9,6	6,7	12,9	10,8	10,4
Secteur tertiaire	4,0	5,8	5,4	6,3	5,3	4,5
Commerce, restaurants et hôtels	1,9	4,9	5,4	5,7	5,2	4,8
Transports, entrepôts, communications	5,3	8,2	8,1	7,9	6,5	3,4
Banques et organismes financiers	6,0	8,4	6,7	13,3	13,7	7,7
Autres services marchands	7,5	4,7	2,3	5,0	2,6	4,9
SIFIM	4,3	3,7	6,7	7,9	8,9	10,7
TOTAL VA MARCHANDE	3,5	3,9	4,5	5,5	5,6	5,9
BNM [1] des APU	3,7	4,6	6,1	5,0	6,7	6,8
BNM des ISBL	5,3	3,3	4,0	5,2	5,8	3,8
BNM des services domestiques	5,3	3,3	4,0	5,2	5,8	3,8
TOTAL VA NON MARCHANDE	3,9	4,4	5,8	5,0	6,6	6,4
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	3,5	3,9	4,7	5,4	5,7	5,9
Impôts et taxes nets des Subventions	0,4	6,7	3,7	7,4	8,8	3,9
PIB	3,3	4,1	4,6	5,6	5,9	5,8

Tableau 6: Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

Libellé	2010	2 011	2012	2 013	2014	2 015
Secteur primaire	1,3	0,7	0,6	0,8	1,0	1,1
Agriculture des produits vivriers	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Agriculture industrielle et d'exportation	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,1
Élevage, chasse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1
Pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	0,1	0,4	1,2	1,3	1,6	2,1
Industries extractives	-0,6	-0,3	0,1	0,3	0,5	1,1
dont extraction d'hydrocarbures	-0,6	-0,3	0,1	0,3	0,5	1,1
Industries Agro-alimentaires	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2
Autres Industries manufacturières	0,1	0,1	0,5	0,4	0,4	0,4
Electricité, gaz et eau	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
BTP	0,2	0,3	0,2	0,4	0,3	0,3
Secteur tertiaire	1,5	2,1	2,0	2,4	2,0	1,7
Commerce, restaurants et hôtels	0,3	0,9	1,0	1,1	1,0	0,9
Transports, entrepôts, communications	0,5	0,8	0,8	0,8	0,7	0,4
Banques et organismes financiers	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1
Autres services marchands	0,6	0,4	0,2	0,4	0,2	0,4
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
TOTAL VA MARCHANDE	2,9	3,2	3,7	4,5	4,6	4,8
BNM [1] des APU	0,3	0,4	0,5	0,4	0,6	0,6
BNM des ISBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BNM des services domestiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL VA NON MARCHANDE	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6
TOTAL DES VALEURS AJOUTÉES	3,2	3,6	4,3	5,0	5,2	5,4
Impôts et taxes nets des Subventions	0,0	0,5	0,3	0,6	0,7	0,3
PIB	3,3	4,1	4,6	5,6	5,9	5,8

Tableau 7: Le PIB et ses emplois (en milliards de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1. Dépense de Consommation Finale	10 134,7	10 976,4	11951,7	12963,8	14052,5	15129,9
dont privée	8 776,3	9 519,1	10403,6	11273,2	12180,9	13148,2
publique	1 358,4	1 457,2	1548,2	1690,6	1871,6	1981,7
2. FBCF	2 219,9	2 582,6	2600,1	2834,1	3250,9	3491,3
dont privée	1 957,6	2 284,7	2283,6	2498,0	2883,9	3125,8
publique	262,3	298,0	316,4	336,1	367,0	365,5
3. Variation des stocks	8,0	1,0	18,7	15,1	35,1	-37,6
4. INVESTISSEMENT (2+3)	2 227,9	2 583,6	2618,8	2849,2	3286,0	3453,7
5. Exportations nettes	-662,9	-1 014,3	-1055,8	-1205,4	-1492,1	-1777,0
6. Exportations	2 029,6	2 306,8	2540,1	3017,5	3444,3	3282,2
Exportations des biens	1 789,6	2 028,5	2271,7	2152,8	2432,0	2385,6
Exportations des services	240,0	278,3	268,4	864,7	1012,3	896,6
7. Importations	2 692,5	3 321,1	3595,9	4222,9	4936,3	5059,2
Importations des biens	2 332,3	2 929,2	3180,8	3071,9	3639,2	3759,6
Importations des services	360,2	392,0	415,1	1151,1	1297,1	1299,6
PIB (1+4+5)	11 699,7	12 545,7	13514,7	14607,5	15846,4	16806,6

Tableau 8: Le PIB et ses emplois (évolutions des volumes en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1. Dépense de Consommation Finale	5	5,3	5,4	5,6	5,9	5,8
dont privée	4,5	5,3	5,4	5,5	5,7	5,9
publique	8,4	5,5	5,5	6,5	7,2	4,8
2. FBCF	10,7	12,1	1,4	5,2	12,9	5,9
dont privée	11,6	12,3	0,8	5,6	13,6	6,8
publique	4,4	10,8	5,7	2,5	7,5	-1,2
3. Variation des stocks	-84,1	-92	857,8	-18,3	154,7	-153,7
4. INVESTISSEMENT (2+3)	5,6	11,3	1,9	5,1	13,5	4,3
5. Exportations nettes	42,1	41	5,9	5,0	23,4	2,9
6. Exportations	7,8	2,2	-1,3	26,0	10,0	8,9
Exportations des biens	8,7	1,2	-1,5	4,4	11,2	9,5
Exportations des services	1,5	10	0,5	173,4	7,0	7,3
7. Importations	15,7	13,2	1,2	18,3	14,4	6,8
Importations des biens	17,4	13,9	0,6	2,2	16,6	7,1
Importations des services	1,6	6,4	7,9	169,8	6,6	5,4
PIB (1+4+5)	3,3	4,1	4,6	5,6	5,9	5,8

Tableau 9 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100=2000) (en milliards de FCFA)

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Secteur primaire	2 020,9	2 084,2	2 139,5	2 217,7	2 321,0	2 444,2
Agriculture des produits vivriers	1 346,6	1 397,3	1450,8	1507,5	1570,6	1642,8
Agriculture industrielle et d'exportation	159,7	157,2	151,3	161,7	166,5	182,0
Elevage, chasse	224,0	233,3	239,4	250,8	265,0	280,7
Sylviculture et exploitation forestière	184,3	188,2	187,8	184,3	202,5	219,1
Pêche	106,3	108,3	110,2	113,3	116,3	119,7
Secteur secondaire	2 219,4	2 254,0	2 363,7	2 497,7	2 667,4	2 896,6
Industries extractives	382,7	357,1	370,3	402,6	457,7	578,1
dont extraction d'hydrocarbures	368,4	341,5	353,6	383,6	436,7	554,9
Industries Agro-alimentaires	547,8	570,6	601,1	623,1	655,7	675,7
Autres Industries manufacturières	977,8	989,5	1 037,9	1 074,9	1 114,0	1 161,7
Electricité, gaz et eau	69,5	72,0	71,9	78,2	86,5	90,8
BTP	241,7	264,8	282,5	319,0	353,6	390,3
Secteur tertiaire	3 339,6	3 534,9	3727,3	3963,9	4174,7	4361,6
Commerce, restaurants et hôtels	1 692,8	1 776,1	1 871,5	1 977,5	2 081,2	2 181,4
Transports, entrepôts, communications	852,4	922,2	997,0	1075,5	1145,9	1185,1
Banques et organismes financiers	114,9	124,5	132,9	150,5	171,1	184,3
Autres services marchands	730,7	765,1	782,5	821,5	842,9	884,3
SIFIM	-51,1	-53,0	-56,6	-61,0	-66,4	-73,5
TOTAL VA MARCHANDE	7 580,0	7 873,1	8230,6	8679,3	9163,1	9702,4
BNM [1] des APU	747,1	781,3	828,6	869,7	928,0	990,9
BNM des ISBL	38,7	40,0	41,5	43,7	46,2	48,0
BNM des services domestiques	76,8	79,3	82,5	86,7	91,8	95,3
TOTAL VA NON MARCHANDE	862,7	900,6	952,7	1000,2	1066,0	1134,1
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	8 442,6	8 773,7	9 183,2	9 679,5	10 229,0	10 836,6
Impôts et taxes nets des Subventions	714,0	762,1	790,2	848,6	923,0	959,3
PIB	9 156,7	9 535,8	9 973,4	10 528,1	11 152,1	11 795,9

Tableau 10 : Le PIB réel et ses emplois (base 100=2000) (en milliards de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1. Dépense de Consommation Finale	7 833,6	8 252,7	8 702,0	9 191,9	9 733,8	10 298,5
dont privée	6 833,3	7 197,7	7 589,3	8 007,3	8 464,2	8 967,4
publique	1 000,3	1 055,0	1 112,7	1 184,6	1 269,7	1 331,1
2. FBCF	1 944,3	2 180,1	2 210,4	2 325,0	2 625,0	2 778,9
dont privée	1 714,6	1 925,6	1 941,4	2 049,3	2 328,7	2 486,1
publique	229,7	254,5	269,0	275,7	296,3	292,8
3. Variation des stocks	16,0	1,3	12,2	10,0	25,4	-13,6
4. INVESTISSEMENT (2+3)	1 960,3	2 181,4	2 222,6	2 334,9	2 650,4	2 765,3
5. Exportations nettes	-637,2	-898,3	-951,3	-998,8	-1 232,2	-1 267,9
6. Exportations	1 616,0	1 652,3	1 631,1	2 055,3	2 261,3	2 462,4
Exportations des biens	1 427,7	1 445,2	1 422,9	1 486,1	1 652,5	1 808,8
Exportations des services	188,3	207,1	208,2	569,2	608,8	653,5
7. Importations	2 253,2	2 550,5	2 582,3	3 054,1	3 493,5	3 730,3
Importations des biens	2 037,5	2 321,0	2 334,6	2 385,6	2 781,0	2 979,5
Importations des services	215,7	229,6	247,7	668,5	712,5	750,8
PIB (1+4+5)	9 156,7	9 535,8	9 973,4	10 528,1	11 152,1	11 795,9

Tableau 11: Contribution des emplois à la croissance réelle du PIB (en pourcentage)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1. Dépense de Consommation Finale	4,2	4,6	4,7	4,9	5,1	5,1
dont privée	3,4	4,0	4,1	4,2	4,3	4,5
publique	0,9	0,6	0,6	0,7	0,8	0,6
2. FBCF	2,1	2,6	0,3	1,1	2,9	1,4
dont privée	2	2,3	0,2	1,1	2,7	1,4
publique	0,1	0,3	0,2	0,1	0,2	0,0
3. Variation des stocks	-1	-0,2	0,1	0,0	0,1	-0,4
4. INVESTISSEMENT (2+3)	1,2	2,4	0,4	1,1	3,0	1,0
5. Exportations nettes	-2,1	-2,9	-0,6	-0,5	-2,2	-0,3
6. Exportations	1,3	0,4	-0,2	4,3	2,0	1,8
Exportations des biens	1,3	0,2	-0,2	0,6	1,6	1,4
Exportations des services	0	0,2	0,0	3,6	0,4	0,4
7. Importations	3,4	3,2	0,3	4,7	4,2	2,1
Importations des biens	3,4	3,1	0,1	0,5	3,8	1,8
Importations des services	0	0,2	0,2	4,2	0,4	0,3
PIB (1+4+5)	3,3	4,1	4,6	5,6	5,9	5,8

Equipe Technique

Supervision générale

1. TEDOU Joseph, Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)
2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint, INS

Coordination technique

1. NEPETSOUN, Chef du Département des Synthèses et des Analyses Economiques
2. NGUINGNANG Bernard, Chef de Division des Synthèses Economiques
3. NGHOGUE VOUFO Léonel Erith, Chef de Cellule des comptes provisoires et des comptes régionaux

Equipe de rédaction et de relecture

1. FOUOKING Joseph, Chef de Cellule des comptes des secteurs institutionnels
2. TALOM Alain, Chef de Cellule des statistiques monétaires et des finances publiques
3. AMOUGOU René, Chef de Cellule de la conjoncture
4. MATENE SOB Angélique, Chef de Cellule des échanges extérieurs
5. DEFFO Achille Carlos, Chargé d'Etudes Assistant
6. NGOUANA Serges, Chargé d'Etudes Assistant
7. KAMSU KAGO Brice, Chargé d'Etudes Assistant
8. TCHOUALA TIOBOU Marcial, Chargé d'Etudes Assistant

Institut National de la Statistique

BP : 134 Yaoundé - Cameroun

Tél : (237) 222 22 04 45

Fax : (237) 222 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroon.org

*Une Publication du Département des Synthèses et
des Analyses Economiques*

© INS, Août 2016